
Bélarus : tirer profit de la crise ukrainienne

Description

Souvent ignoré dans les dossiers internationaux, le président du Bélarus Aliaksandr Loukachenka, au pouvoir depuis 1994, est parvenu, dans le cadre de la crise ukrainienne, à faire de son pays une plateforme de négociations.

Le Président Loukachenka a atteint ce résultat grâce à une politique étrangère qui consiste depuis quelques mois à développer des relations propres avec les acteurs impliqués dans le conflit. Ses efforts ont conduit le Groupe international de contact (composé de l'OSCE, de la Russie et de l'Ukraine) à le reconnaître comme un partenaire neutre. Il s'est même vu proposer par le président ukrainien Petro Porochenko d'organiser un sommet du groupe sur le territoire du Bélarus.



L'instrumentalisation du sommet de l'Union douanière par A.Loukachenka

La réunion du Groupe international de contact du 31 juillet 2014, à Zaslaùé (en russe Zaslavl) près de Minsk, a offert à A.Loukachenka l'occasion de montrer ses qualités de diplomate. Par la suite, il a profité du sommet de l'Union douanière (Russie-Bélarus-Kazakhstan) qui s'est tenu à Minsk le 26 août pour y superposer, le même jour, une réunion élargie aux représentants de l'UE et à l'Ukraine, afin d'être d'avantage sous le feu des projecteurs. L'initiative a été saluée par toutes les parties. P. Porochenko exprima « *l'espoir que les consultations seraient poursuivies et amèneraient à des résultats concrets* », pendant que le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov prévenait qu'« *une seule réunion ne serait pas suffisante pour résoudre la crise ukrainienne* »^[1]. Le Bélarus devrait conserver ce rôle dans la sécurité régionale et européenne, car, selon l'ambassadeur russe à Minsk, « *si les négociations continuent, il sera probablement plus logique d'utiliser cette plateforme. Elle est neutre.* » Par conséquent, en élargissant le sommet de l'Union douanière à l'Ukraine et à l'UE, A. Loukachenka s'est imposé comme un intermédiaire sur le plan politique entre les différentes parties.

Le Bélarus et le Kazakhstan, liés à la Fédération russe par l'Union douanière Russie-Bélarus-Kazakhstan et l'Union de la Russie et du Bélarus, font rarement preuve de solidarité avec celle-ci. Ils n'ont pas suivi la ligne du Kremlin en matière d'embargo contre l'Occident. La première raison, officielle, serait, selon le gouvernement bélarusse, la volonté de garder une position de neutralité et de se tenir éloigné des conflits opposant la Russie à l'Union européenne, au Canada, aux États-Unis et, plus récemment, au Japon. En outre, le gouvernement bélarusse a renoncé au mois d'août 2014 aux sanctions visant l'Ukraine depuis mai. L'autre raison, officieuse, se situerait dans la continuité des tentatives de Minsk d'échapper à sa dépendance vis-à-vis de la Russie. Il est notamment question du refus d'A. Loukachenka de libéraliser son économie, ce qui lui permet de contrôler le pays. Le secteur énergétique est également concerné car, notamment depuis la mise en exploitation du Nord Stream (gazoduc sous-marin reliant la Russie à l'Allemagne), le Bélarus est davantage soumis aux conditions imposées par la Russie dans la négociation des contrats de livraisons d'hydrocarbures. Cela a conduit

son Président à se tourner aussi vers le Venezuela où de nouveaux puits de gaz viennent d'être inaugurés.

Un contexte favorable aux secteurs de l'agroalimentaire et de l'industrie de défense

Non seulement le Bélarus a refusé de soutenir la Russie dans sa politique agressive à l'égard de l'Ukraine^[2], mais les industries agroalimentaire et de défense constituent deux secteurs dans lesquels le Bélarus s'est désolidarisé de la Russie de manière officieuse. Tant les acteurs institutionnels que les compagnies ont tiré profit des facilités dont jouit le pays en tant que membre des mêmes organisations régionales que la Russie.

Dans un premier temps et avec le consentement de l'État, les entreprises bélarusses ont étendu la pratique de l'« exportation grise » dans le secteur alimentaire, en adressant à la Russie des produits européens sous étiquettes bélarusses. Ces exportations sont rentables pour plusieurs raisons. D'une part, le Bélarus étant membre d'une union douanière avec la Russie, Minsk n'a plus à appliquer de taxes sur les produits qu'il y exporte. Cela permet aux entreprises de définir sur le marché russe des prix inférieurs à ceux pratiqués par des pays tiers qui exportent également vers ce marché. D'autre part, ces produits ont bénéficié de prix d'achat également très bas parce que les fournisseurs, tels que les États baltes ou la Pologne, privés de leur marché en Russie, n'ont d'autre choix s'ils veulent écouler leur marchandise. En 2013, environ 80 % des exportations agroalimentaires bélarusses se sont dirigées vers la Russie, soit l'équivalent de 4,5 milliards de dollars. Alors qu'une réglementation récente impose aux supermarchés russe de disposer sur les rayons une grande variété de produits alimentaires (dix assortiments de lait, vingt de fromage, etc.), la capacité d'exportation de produits nationaux, s'est vue réduite^[3]. Dès lors, la mise en place des sanctions pourrait constituer une aubaine pour le Bélarus, d'après le vice-ministre de l'Agriculture Léonid Marinitch. Ainsi, les économistes estiment que la tendance observée sur les cinq premiers mois de 2014, avec une baisse de 17 % des exportations par rapport à 2013, devrait être contrecarrée. Selon L. Marinitch, le Bélarus pourra se substituer à l'approvisionnement en pommes de terre hollandaises et en pommes polonaises, de même qu'en viande, pommes de terre, produits laitiers ou poulet importés auparavant des États-Unis^[4]. Le Bélarus est allé jusqu'à exporter sur le marché russe des « crevettes de mer bélarusses », alors qu'il ne dispose d'aucune façade maritime. Mais, selon le ministre bélarusse des Affaires étrangères, « *il faut juste faire la différence entre pays d'origine et pays de production, ces crevettes ayant subi un traitement au Bélarus* »^[5]. Ainsi, en important depuis l'Europe des produits à moindre prix, le Bélarus peut accroître ses ventes à la Russie, qui elle est en demande, sans ajouter de taxes et tout en garantissant la quantité nécessaire pour sa consommation locale.

Lors du sommet de Minsk, le président russe a relevé l'existence de ces pratiques, tout en affirmant l'existence d'un accord entre les deux pays visant à y mettre un terme^[6]. Signé le 11 août 2014, cet accord porte sur le transit des produits alimentaires, le Bélarus s'engageant à protéger le marché russe, donc le marché de l'État d'Union. La Russie a toutefois accepté d'importer depuis le Bélarus des produits alimentaires réalisés à partir de matériaux bruts occidentaux.

Début 2014, le gouvernement bélarusse a exprimé son intention de relancer l'industrie de défense, notamment par le biais de la coopération avec ses voisins^[7]. Dans le cadre de cette stratégie, A. Loukachenka a passé des accords avec l'Ukraine pour initier une coopération dans la production de nouvelles armes. Cela a déjà permis la construction d'hélicoptères à Orcha au Bélarus. Mais le pays n'est pas indépendant militairement de la Russie, notamment parce qu'ils font tous deux partie de

l'Organisation du traité de sécurité collective qui réunit la Russie et cinq autres anciennes républiques soviétiques. Régulièrement, les deux pays organisent conjointement des exercices d'envergure des forces collectives de réaction rapide, dont les derniers ont eu lieu en août 2014 au Kazakhstan. Par ailleurs, le 11 août 2014 la chaîne télévisée *Belsat* rapportait l'imminence de la signature d'un accord intergouvernemental pour l'extension de la base aérienne de Baranavitchy où les premiers avions de chasse russes sont arrivés en décembre 2013[8], renforçant ainsi la présence militaire russe sur le territoire national.

La redéfinition des relations du Bélarus avec l'Ukraine et avec l'UE

A. Loukachenka utilise cette image de pacificateur afin de garantir sa place parmi les leaders régionaux. Le gouvernement bélarusse a notamment redéfini ses relations, d'une part, avec l'Ukraine et, d'autre part, avec l'UE. Il a donc profité du sommet organisé à Minsk pour faire assoir ces interlocuteurs autour d'une même table, les États-Unis ayant été les seuls grands absents. Ainsi, depuis la nomination de P. Porochenko, A. Loukachenka s'est régulièrement entretenu au téléphone avec son homologue ukrainien. Les deux pays ont enfin signé, le 20 juillet 2014, un accord de démarcation de leur frontière, réglant ainsi un dossier resté ouvert depuis la fin de l'URSS. Minsk s'est aussi tourné vers la population ukrainienne à laquelle il a promis bon accueil et emploi.

On constate également une tentative de reprise des négociations avec l'UE en vue de l'élection présidentielle bélarusse de 2015, reprise rendue possible en partie par le rôle joué par le Bélarus dans la crise ukrainienne. Minsk tente à cette occasion d'imposer son agenda, axé sur des questions comme la libéralisation des visas, la modernisation socio-économique ou l'abandon par l'UE des sanctions visant le Bélarus, sans devoir céder sur des dossiers sensibles comme celui de la libération des prisonniers politiques. La démarche est censée, alors que les représentants de l'UE sont conscients qu'ils doivent faire des compromis compte tenu du rôle « neutre » tenu par Minsk face à la Russie[9].

Concrètement, pour le moment, on pourrait considérer que les efforts d'A. Loukachenka n'ont donné que des résultats bien maigres: une poignée de mains entre V. Poutine et P. Porochenko. Il n'empêche, à l'issue du sommet de Minsk, le président bélarusse a été félicité par les membres de la communauté internationale pour son initiative. Au-delà de la simple poignée de mains et de l'échange de regards, le chef de l'État bélarusse était parvenu à convaincre la Russie et l'Ukraine de se réunir en tête-à-tête pour discuter d'un compromis, auquel ils sont parvenus ultérieurement. Par la même occasion, il a permis au Bélarus de reprendre sa place en tant qu'acteur de la politique régionale et de redynamiser un peu son économie.

Notes :

[1] [Belarusian, Kazakh Leaders Discuss Ukraine Crisis, *Ria Novosti*, 2 août 2014.](#)

[2] [Vadzim Smok, Belarus Refuses To Support Russia's Invasion Of Ukraine, *Belarus Digest*, 6 mars 2014.](#)

[3] [Belarus expects price-hikes and poorer product assortment, *Belarus in Focus*, 19 août 2014.](#)

[4] [Belarus Ready to Make a Killing on Russia's EU Food Bans, *The Moscow Times*, 8 août 2014.](#)

[5] [Des crevettes biélorusses viennent illustrer les limites de l'embargo russe, *EurActiv*, 20 août 2014.](#)

[6] [Poutine: des produits européens interdits sont réexportés via la Biélorussie, *La Voix de la Russie*, 26 août 2014.](#)

[7]

[Andrei Parotnikau, Belarusian Drones, Military Cooperation With Ukraine, Drills, *Belarus Digest*, 20 mars 2014.](#)

[8] [Siarhei Bohdan, Belarusian Army: Its Capacities and Role in the Region, *Belarus Digest*, 18 août 2014.](#)

[9] [Ashton praises Belarus' role in brokering Ukraine peace talks, *BeITA*, 26 août 2014.](#)

Vignette : Sommet de Minsk du 26 août 2014 (source: Présidence du Bélarus).

* Horia-Victor LEFTER est membre de la rédaction de *Regard sur l'Est*, analyste politique et doctorant en études anglophones.



[Retour en haut de page](#)

date créée

01/11/2014

Champs de Méta

Auteur-article : Horia-Victor LEFTER*